



Note d'orientation de la CEA

Planification à long terme du développement:

Une base pour la réalisation des objectifs de développement durable en Afrique

1. Introduction

La croissance économique soutenue, qui est un des piliers de la lutte contre la pauvreté et du développement social, exige une bonne planification, des impulsions vigoureuses et des institutions solides. Une croissance soutenue et partagée en Afrique est nécessaire pour que le quelque 1,1 milliard d'habitants du continent disposent de nourriture suffisante, acquièrent une bonne éducation, soient sains et productifs et réalisent leur plein potentiel. Selon les estimations les plus récentes, environ 43 % de la population africaine vivaient dans la pauvreté en 2012, ce qui représentait une amélioration par rapport à 1990, quand le taux était de 56 %. Mais du fait de la croissance démographique, on comptait sur le continent près de 389 millions de pauvres en 2012 (soit une augmentation de près de 40 %) contre 280 millions en 1990 (Beegle et coll. 2016). En outre, l'inégalité endémique en matière de revenus et celles concernant l'accès aux services sociaux de base posent des problèmes, dont la solution passe par une planification minutieuse susceptible d'apporter une croissance inclusive et la cohésion sociale. Sept des dix pays les plus inégalitaires au monde sont en Afrique. L'inégalité des revenus, mesurée par le coefficient de Gini, varie de 31 % au Niger et à Sao Tomé-et-Principe à 63 % en Afrique du Sud (Beegle et coll., 2016). Ces moyennes et ces importantes variations masquent de grandes disparités

concernant aussi bien la pauvreté que les inégalités, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux.

La croissance soutenue nécessite un engagement à long terme de la part des dirigeants politiques, un engagement poursuivi avec patience, persévérance et pragmatisme (Commission sur la croissance et le développement, 2008). Depuis les années 40 et 50, les économistes du développement ont trouvé que l'État avait un rôle important à jouer dans la planification du développement économique et la transformation structurelle (CEA et Union africaine, 2011). La forte croissance soutenue que l'Europe a enregistrée après la Seconde Guerre mondiale découle en partie du rôle important joué par l'État au moyen de la planification (Commission sur la croissance et le développement, 2008)¹. Comme l'a noté Chang (2010), le monde entier vit dans des économies planifiées, et la planification à l'échelle de toute l'économie ou par secteur est pratiquée presque partout dans le monde pour promouvoir une croissance soutenue. Cela est possible dans le cadre d'engagements politiques ou de plans de développement délibérés. L'expérience des pays asiatiques montre que les plans de développement atteignent leurs objectifs même dans des cadres dirigistes. Dans un contexte d'institutions naissantes et faibles et de défaillances du marché dans les pays en développement, en Afrique en particulier, on ne saurait trop insister sur le rôle de la planification du développement dans la promotion d'une croissance inclusive et transformatrice

¹ Pour de nombreux économistes, la technologie, les capitaux et les ressources humaines constituent les trois moteurs de la croissance. Mais ce sont les progrès de la science, de la finance, du commerce, de l'éducation, de la médecine, de la santé publique et de la gouvernance qui en constituent les sources sous-jacentes. (Commission sur la croissance et le développement, 2008).

(CEA, 2016b). Nombre de pays africains affichent des taux d'épargne et d'investissement bas et manquent d'infrastructures, cependant que l'investissement étranger est largement concentré dans les secteurs extractifs, qui sont pour l'essentiel orientés vers l'exportation.

Des cadres ou visions de développement à long terme, tant au niveau international que national, sont indispensables au développement et à la transformation inclusifs et durables. Qu'il s'agisse des objectifs du Millénaire pour le développement, des objectifs de développement durable qui leur ont succédé en tant que cadre mondial de développement ou des programmes de développement régionaux tels que l'Agenda 2063 de l'Afrique et les objectifs nationaux de développement, la planification à long terme offre le cadre idéal pour concevoir les stratégies et les plans à moyen terme nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de développement à long terme.

Tout en mettant l'accent sur l'élimination de la pauvreté, les plans ou visions de développement à long terme soulignent l'interdépendance des principaux secteurs du développement économique et social [environnement, marchés financiers, gouvernance, capital humain, institutions, acteurs privés et secteurs politiques (CEA et UA, 2011 ; Banque mondiale, 2000)], ainsi que l'importance de la viabilité environnementale. Les visions nationales à long terme jouent un rôle crucial dans la participation des pouvoirs publics nationaux, de la société civile et de la communauté internationale à la mobilisation de ressources pour atteindre les objectifs fixés.

La Commission économique pour l'Afrique et l'Union africaine (2011) soutiennent qu'un État développementaliste fondé sur des institutions économiques, politiques et sociales ouvertes et solides favorise la croissance économique et le développement. Une étude de la CEA de 2014 sur la *Planification du développement de l'Afrique* (CEA, 2016b) fait l'historique de la planification du développement en Afrique et des mesures visant à la renforcer, et en souligne l'importance. La présente note d'orientation, qui fait fond sur ladite étude de 2014 ainsi que sur le Rapport économique sur l'Afrique 2011 (CEA, 2011), résume les questions clefs de la planification du développement, souligne la nécessité d'aligner les plans nationaux de développement sur les cadres de développement régionaux et mondiaux et recense les principales mesures à mettre en œuvre par les gouvernements nationaux et les partenaires de développement pour promouvoir la planification du développement.

2. Pourquoi la planification du développement est-elle importante?

Le miracle de l'Asie de l'Est démontre que la planification du développement permet de réaliser le progrès économique et social en un temps relativement court (CEA, 2016b). Une planification ou une vision nationale à long terme sont essentielles pour concevoir et mettre en œuvre des objectifs économiques nationaux à long terme et pour se prémunir contre les défaillances du marché. Ce qui compte le plus dans la conception d'un bon plan prospectif, c'est d'assurer l'inclusivité par des démarches participatives, une mise en œuvre cohérente et un suivi constant et de s'efforcer de surmonter les écueils pouvant se dresser sur le chemin.

La planification permet de définir une vision et des objectifs de développement nationaux pour la transformation économique et sociale. Elle souligne les liens entre les dimensions économique, environnementale et sociale du développement, ainsi que les approches nécessaires des questions d'infrastructure et de gouvernance (CEA, 2016b). La vision et les stratégies à long terme reposent sur une approche systématique et sur l'équilibre entre les préoccupations macroéconomiques et les questions sociales, structurelles et institutionnelles (Banque mondiale, 2001).

La planification du développement menée suivant une démarche consultative et participative est cruciale pour mobiliser le soutien des acteurs majeurs à la vision et aux objectifs de développement nationaux (CEA, 2016b). La population, les institutions nationales, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les partenaires de développement sont tous motivés pour soutenir les objectifs de développement, sachant que les avantages qui en découleraient profiteraient à l'ensemble de la société. L'expérience des pays africains dans les années 60 et 70 et celle des pays asiatiques en attestent.

La lutte contre les défaillances du marché est un volet important de la planification du développement, dans la mesure où elle facilite l'affectation de ressources limitées aux priorités de développement et remédie aux faiblesses institutionnelles. Dans le contexte des économies en développement dont les institutions et les systèmes sont faibles, l'affectation équilibrée des ressources et la mise au point des systèmes contribuent grandement au développement économique global et au changement social.

L'expérience actuelle montre que la planification du développement est un important mécanisme de mobilisation et d'allocation de ressources. Un bon plan de développement, inclusif et prometteur de transformation peut aider les pouvoirs publics à mobiliser des ressources nationales pour le mettre en œuvre. En outre, ce sont les pays disposant de plans de développement complets et inclusifs qui attirent les partenaires de développement. Ces plans orientent les ressources publiques vers des secteurs porteurs de croissance et de transformation.

Les leçons tirées des cycles de planification à moyen terme en Afrique au cours des années 60 et 70 montrent que 42 des 52 économies africaines d'alors ont connu des taux de croissance annuels positifs du produit intérieur brut et seuls 10 pays ont enregistré des taux négatifs. Près de 41 % de la population du continent vivaient dans des pays ayant enregistré des taux de croissance annuels de 2,3 % ou plus et près de 48 % vivaient dans des pays dont les taux de croissance étaient compris entre 0 et 2,3 % par an (CEA, 2016b). En revanche, dans les périodes caractérisées par l'absence de planification du développement à long terme, notamment celle de l'ajustement structurel à court terme entre 1980 et 2000, on a assisté à un recul des taux de croissance, 23 pays africains enregistrant des taux de moins de 2,3 % par an (CEA, 2016b).

3. Expériences de la planification du développement

Diverses études et expériences montrent que des pays comme le Japon, la Malaisie, la République de Corée et Singapour ont réalisé une profonde transformation économique structurelle ainsi qu'une croissance soutenue en l'espace de trois décennies grâce, essentiellement, à une planification rigoureuse (CEA et Union africaine, 2011). Le rapport de la Commission sur la croissance et le développement souligne le rôle des gouvernements compétents dans la promotion de la croissance par une planification minutieuse et des efforts visant à créer l'environnement propice à la transformation économique et sociale. Y est analysée l'expérience de 13 économies à forte croissance sur 25 ans ou plus, à partir de 1950, économies qui présentent des traits communs, dont l'intégration stratégique avec l'économie mondiale (ouverture), la mobilité des ressources, en particulier du travail (une politique économique libérale), des taux d'épargne et d'investissement (mobilisation des ressources) élevés et des gouvernements compétents et attachés à la croissance (institutions). Acemoglu et Robinson (2012)

soulignent le rôle des institutions dans l'orientation de la croissance et du développement durable.

À partir de décembre 1999, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont adopté une nouvelle approche des rapports de développement avec les pays à faible revenu, qui fait de l'élaboration et de la mise en œuvre de documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) une condition préalable à l'obtention de financements à des taux de faveur (CEA et Union africaine, 2011, FMI et Banque mondiale, 2005). Cette démarche, qui marquait une nette rupture avec la solution toute faite des programmes d'ajustement structurel recommandés par les institutions au cours des deux décennies précédentes, comprenait le lancement de stratégies de réduction de la pauvreté à moyen et long termes et de mesures ciblées conçues localement et pouvant être soutenues par les partenaires de développement. La stabilité macroéconomique, la politique budgétaire et les choix de financement des plans de développement avaient largement contribué à la mise en œuvre des DSRP. Bien que généralement dirigée par le ministère ou l'organe central chargé de la planification, l'application des DSRP a grandement profité de la participation des milieux universitaires, de la société civile, des partenaires de développement, du secteur privé, etc. Ainsi, les questions d'équité, de gouvernance, de droits de la personne et d'inclusion sociale y ont été prises en compte. Généralement, des plans triennaux continus de recettes et de dépenses publiques étaient conçus et mis au service de l'application des DSRP. À mesure que les pays avançaient dans cette application, ils ont constaté qu'il importait, au-delà de la stabilité macroéconomique, d'élargir ces stratégies aux programmes de développement. Ce constat a abouti à la multiplication des plans de développement quinquennaux et des visions à plus long terme.

Alors que la planification du développement date d'avant les indépendances dans certains pays africains et demeure une caractéristique durable du paysage politique et de la transformation du continent (CEA et Union africaine, 2011), la planification ou la vision à long terme du développement n'a été adoptée qu'à la fin des années 90. Les cadres de développement fondés sur les aspirations nationales et les approches participatives permettent mieux de lutter contre la pauvreté et de promouvoir un développement inclusif et durable. Étant donné le niveau de développement naissant, la planification stratégique à long terme en Afrique joue un rôle crucial dans l'établissement des priorités en matière de développement institutionnel et d'investissement public, ainsi que dans

la définition d'une orientation générale et la création d'un climat propice pour accroître les investissements du secteur privé et remédier aux défaillances du marché. Des institutions et des systèmes compétents pour promouvoir les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et l'équité sociale sont nécessaires à la transformation.

4. Vision à long terme et plans de développement à moyen terme

À partir de la fin des années 90, et suite à l'avènement des objectifs du Millénaire pour le développement, de nombreux pays africains se sont engagés dans des visions à long terme, assorties de plans de mise en œuvre à moyen terme, revenant ainsi à la planification du développement des années 60 et 70. Cette fois-ci, les plans sont davantage tournés vers l'avenir, portés par des cadres de développement mondiaux et régionaux et mis en œuvre par des gouvernements nationaux ayant une plus grande maîtrise du processus et des plans. Dans nombre de visions de planification à long terme adoptées au cours de la décennie passée, le développement durable est considéré comme le pilier tant de la stratégie de développement national que d'une croissance plus inclusive et d'une meilleure gouvernance (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2015). Certaines visions nationales, dont celles du Cameroun, du Nigéria et de l'Ouganda portent, au-delà de l'éradication de la pauvreté, sur la transformation économique, le développement social équitable, la croissance de l'emploi, l'optimisation des ressources humaines et naturelles et la création de richesses.

À ce jour, 34 des 54 pays africains ont un plan de développement à long terme, et tous, à quatre exceptions près, disposent d'un plan stratégique à moyen terme. La plupart des visions à long terme mettent l'accent sur une croissance accélérée et sur un développement durable. Elles sont mises en œuvre au moyen d'une série de plans à moyen terme établis par les pays, dont la plupart en sont à leur deuxième ou troisième plan de ce type. Aux niveaux mondial et régional, les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 en faveur de la transformation économique de l'Afrique fournissent une palette de choix aux gouvernements pour élaborer leurs cadres nationaux de développement, mobiliser des ressources pour les mettre en œuvre et en suivre les progrès. L'Agenda 2063 souligne la vision du continent, qui est « celle d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale ».

Le regain de planification nationale visionnaire à long terme, étayée par des cadres de développement mondiaux et régionaux, donne de l'espoir à l'Afrique. Comme on peut le constater, la plupart des visions nationales sont des initiatives de développement à long terme d'inspiration locale, qui définissent les secteurs prioritaires (dont le capital humain et les infrastructures) d'investissement public devant servir de moteur à un développement inclusif, transformateur et durable. La formulation participative de ces visions favorise le ralliement de la population et impose aux pouvoirs publics l'obligation de rendre compte. Les visions engagent les gouvernements et les partenaires à donner la priorité aux actions, aux efforts et aux ressources nécessaires à la réalisation des objectifs visés. Pour atteindre ces objectifs, des plans de développement et des cadres de dépenses à moyen terme sont nécessaires. Les gouvernements et leurs partenaires doivent mobiliser des ressources, améliorer la gouvernance et renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour élaborer et mettre en œuvre des politiques adéquates, concevoir des programmes et fournir des services à la population pour assurer le développement durable. La coordination entre institutions gouvernementales et avec le secteur privé, la société civile et la communauté internationale est à cet égard indispensable.

5. Conclusions et recommandations

5.1 Conclusions

La planification du développement a joué et continue de jouer un rôle important dans la transformation des économies. Le Cadre de développement intégré de la Banque mondiale définit quatre facteurs de réussite de la planification du développement: une vision globale à long terme; l'appropriation des réformes par les pays; des partenariats et la priorité aux résultats. Tout porte à croire qu'au début de leur processus de développement, les pays avancés d'aujourd'hui se sont appuyés sur la planification à long terme et l'intervention des pouvoirs publics pour amorcer leur décollage (Lin et Monga, 2010). Une planification visionnaire à long terme est cruciale pour donner corps à l'aspiration nationale au développement et mobiliser la population et les partenaires à l'appui des objectifs à long terme. Il est essentiel d'assortir la vision de stratégies et de plans à moyen terme bien conçus pour sa mise en œuvre.

S'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions, il est néanmoins évident que les pays qui affichent des progrès considérables en matière de croissance économique sont ceux qui se sont engagés, dès la fin des années 90, dans

la planification du développement à long terme étayée par une forte impulsion politique. Tout en intégrant de façon générale tous les aspects du développement économique et social, la planification du développement doit permettre de définir des pôles de croissance ou des secteurs présentant des avantages concurrentiels dans lesquels les pays pourraient investir en priorité. Or, les capacités institutionnelles de conception, de mise en œuvre et de suivi des plans de développement demeurent faibles. Le manque de financement des institutions de planification et d'impulsion politique reste une lacune à combler.

Dans leur quête d'un continent transformé et compétitif, assurer la durabilité de la croissance économique et la transformation sociale et préserver l'environnement naturel revêtent pour les pays africains un caractère vital. Les planificateurs du développement doivent veiller à ce que les modes de consommation et de production répondent aux besoins humains actuels, sans détériorer les écosystèmes indispensables à la vie (Visser et coll., éd., 2007). Les débats en cours sur des changements climatiques aux graves répercussions sur notre monde soulignent la nécessité pour les pouvoirs publics nationaux, la société civile, le secteur privé et tout un chacun de se mobiliser en faveur de la gestion durable des ressources naturelles (Organisation de coopération et de développement économiques, 2015). Une bonne planification et une plus grande sensibilisation au problème s'imposent si l'on veut atténuer l'impact négatif de ces changements. Parvenir à l'industrialisation verte en Afrique exige de bonnes politiques inscrites dans des stratégies de développement cohérentes (CEA, 2016a) et portées par des institutions économiques et politiques inclusives (Acemoglu et Robinson, 2012) et la transformation du mode de gouvernance.

5.2 Recommandations

Des institutions fortes et compétentes sont nécessaires pour mettre en œuvre les visions, plans et stratégies à moyen terme. Le succès de la planification repose sur des institutions solides fondées sur le respect de la constitution et l'état de droit: un système judiciaire indépendant, des institutions politiques représentatives, une banque centrale et d'autres institutions de régulation efficaces, celles notamment qui appliquent équitablement la loi, et le respect des droits de propriété (Nnadozie, 2009). Des institutions adéquates et solides favorisent les flux des investissements et des capitaux privé et en accroît l'impact sur la croissance économique et le climat des affaires, la stabilité politique, la réglementation du travail et des marchés, entre autres avantages. Les gouvernements devraient donc renforcer les institutions

inclusives pour assurer l'égalité des chances, en permettant une concurrence loyale pour stimuler une croissance partagée et soutenue. L'ONU et d'autres organisations internationales peuvent aider les pays à évaluer les dispositions institutionnelles existantes et à renforcer les capacités. Une planification efficace exige une forte coordination et la définition des priorités pour atteindre les objectifs fixés (CEA, 2016b).

Le financement de la mise en œuvre des visions et des stratégies est fondamental. Les gouvernements doivent prioriser et échelonner convenablement les programmes clefs qui sont déterminants pour renforcer les capacités et créer un environnement propice aux affaires. Pour ce faire, il faudra libérer les ressources intérieures, mobiliser et exploiter des ressources supplémentaires des partenaires de développement et du secteur privé. Pour assurer une mise en œuvre efficace, il faudra accorder la priorité aux ressources intérieures, le financement extérieur venant seulement en complément. La plupart des pays ont besoin d'un appui pour relier leurs processus de formulation de stratégies à long terme et leurs priorités de dépenses aux cadres mondiaux et régionaux de développement à long terme. Le Cadre de développement intégré de la Banque mondiale souligne la nécessité de renforcer l'efficacité de l'appui que les partenaires de développement apportent aux résultats dans le domaine du développement.

Des politiques économiques et sociales ouvertes et intégrées favorisent l'acquisition de connaissances, la concurrence, l'innovation et la croissance. L'ouverture à des idées, à des technologies et à des savoir-faire nouveaux venant du reste du monde dans le sillage de l'investissement étranger direct, peut être bénéfique aux pays à court et à long terme.

Un **solide encadrement** est nécessaire tant au plan politique que technique pour faire avancer la vision de croissance et de développement partagés. La planification du développement exige des dirigeants compétents pour définir l'orientation future d'un pays et amener chacun de ses citoyens à agir dans le sens des résultats escomptés (Quinn, 2005; Collins, 2005). L'encadrement politique doit collaborer avec l'encadrement technique à la conception et à la communication de la vision ainsi qu'à la mobilisation de la population pour sa mise en pratique. La vision et les promesses d'un avenir meilleur doivent être crédibles (Commission sur la croissance et le développement, 2008) et les dirigeants prêcher par l'exemple.

Ressources humaines : pour atteindre ces résultats, il faut un solide encadrement du capital humain à la fois dans le secteur public et à l'extérieur afin de coordonner les ressources et inciter les institutions à mettre en œuvre les plans, les politiques et les stratégies. Les gouvernements doivent attirer et retenir des cadres compétentes, renforcer continuellement leurs capacités et leur fournir les outils nécessaires. Il convient de revoir périodiquement les salaires et les conditions de travail dans la fonction publique. Il faudrait aussi réformer le système éducatif pour adapter la formation à la demande.

Un **solide cadre de suivi et d'établissement de rapports** est nécessaire pour évaluer les progrès réalisés, situer les goulets d'étranglement et concevoir des mesures correctives en cours de route. Des indicateurs assortis de valeurs et de cibles de référence ainsi que de moyens de vérification doivent être établis d'avance. Les indicateurs et les cadres de suivi doivent être alignés sur les programmes de développement régionaux et mondiaux afin d'assurer la cohérence et de faciliter l'établissement des rapports. Les plans de développement doivent être dynamiques et adaptés aux réalités du terrain, mais tout changement doit tenir compte des données relatives à ce qui a été réalisé, à ce qui fonctionne et à ce qui doit être ajusté.

La planification du développement est essentielle à une croissance inclusive et à une transformation économique et sociale ordonnée, ainsi qu'à la durabilité. La croissance entraîne une transformation structurelle de tous les secteurs de l'économie, de l'agriculture à la fabrication et aux services, de la main-d'œuvre rurale à la main-d'œuvre urbaine (Commission sur la croissance et le développement, 2008). Cette croissance et cette transformation découlent de pressions concurrentielles et de décisions rationnelles d'individus en quête de meilleures perspectives dans les secteurs de la transformation et des services, principalement en zones urbaines. Les gouvernements doivent donc prévoir à l'avance la transformation et la circulation ordonnée des facteurs de production, la création d'emplois et l'émergence d'entreprises et de technologies nouvelles qui remplaceront celles qui sont obsolètes. La transformation elle-même devrait favoriser davantage la croissance.

Références

- Acemoglu, D. et James A. Robinson (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. New York: Crown.
- Beegle, Kathleen G. et coll. (2016). *Évolution de la pauvreté dans une Afrique en plein essor*. Washington: Groupe de la Banque mondiale. Disponible (en anglais) sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/949241467996692059/Poverty-in-a-rising-Africa>.
- Chang, Ha-Joon (2010). *23 Things They Don't Tell You About Capitalism*. Londres: Bloomsbury Press.
- Collins, J. (2005). *Level 5 leadership: The triumph of humility and fierce resolve*. *Harvard Business Review* (juillet-août).
- Commission sur la croissance et le développement (2008). « Rapport sur la croissance : Stratégies pour une croissance durable et un développement solidaire ». Washington: Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale. Disponible sur http://siteresources.worldbank.org/EXTPREMNET/Resources/489960-1338997241035/Growth_Commission_Final_Report.pdf.
- Fonds monétaire international et Banque mondiale (2005). *2005 review of the Poverty Reduction Strategy approach: Balancing accountabilities and scaling up results*. Disponible sur <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/091905p.pdf>.
- Lin, Justin Y. et Celestin Monga (2010). *The Growth Report and new structural economics*. Policy Research Working Paper No. 5336. Washington: Banque mondiale.
- Nnadozie, E. (2009). *NEPAD, APRM, and institutional change in Africa*. In *The African Union and New Strategies for Development in Africa*, Said Adejumbi et Adebayo Olukoshi (éd.). Amherst: Cambria Press.
- Organisation de coopération et de développement économiques (2015). *Au-delà des objectifs du Millénaire pour le développement: Vers une contribution de l'OCDE au programme d'action pour l'après-2015*. Disponible (en anglais) sur <http://www.oecd.org/dac/POST-2015%20Overview%20Paper.pdf>.
- Quinn, Robert E. (2005). *Moments of greatness: Entering the fundamental state of leadership*. *Harvard Business Review* (juillet-août).
- Commission économique pour l'Afrique (2006). *Rapport économique sur l'Afrique 2006: Flux de capitaux et financement du développement en Afrique*. Numéro de vente: F.06.II.K.3.
- _____ (2016a). *Rapport économique sur l'Afrique 2015: L'industrialisation par le commerce*. Numéro de vente: F.15.II.K.2.
- _____ (2016b). *La planification au service du développement de l'Afrique : enseignements, indications et messages à tirer des expériences passées et présentes*. Disponible sur http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/planning-for-africa-development_fr.pdf.
- Commission économique pour l'Afrique et Union africaine (2011). *Rapport économique sur l'Afrique 2011 : Gérer le développement: le rôle de l'État dans la transformation économique*. Numéro de vente: F.11.II.K.1.
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2015). *Rapport de l'UNESCO sur l'ascension, vers 2030*. Disponibles sur <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002354/235406f.pdf>.
- Visser, Wayne et autres, éd. (2007). *The A to Z of Corporate Social Responsibility: A Complete Reference Guide to Concepts, Codes and Organisations*. Londres: Wiley
- Banque mondiale (2000). *Comprehensive Development Framework: Country experience March 1999 - July 2000*. Disponible sur http://web.worldbank.org/archive/website01013/WEB/IMAGES/CEXP_WEB.PDF.
- _____ (2001). *Comprehensive Development Framework. Meeting the promise? Early experience and emerging issues*. Secrétariat du CDI. Disponible sur <http://web.worldbank.org/archive/website01013/WEB/IMAGES/SEPTEMBE>.
- _____ (2016). *La planification au service du développement de l'Afrique : enseignements, indications et messages à tirer des expériences passées et présentes*. Disponible sur http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/planning-for-africa-development_fr.pdf.

Commission économique pour l'Afrique et Union africaine (2011). Rapport économique sur l'Afrique 2011 : Gérer le développement: le rôle de l'État dans la transformation économique ». Numéro de vente: F.11.II.K.1.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2015). Rapport de l'UNESCO sur la science, vers 2030. Disponiblesur <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002354/235406f.pdf>.

Visser, Wayne et autres, éd. (2007). The A to Z of Corporate Social Responsibility: A Complete Reference Guide to Concepts, Codes and Organisations. Londres: Wiley

Banque mondiale (2000). Comprehensive Development Framework: Country experience March 1999 – July 2000. Disponible sur http://web.worldbank.org/archive/website01013/WEB/IMAGES/CEXP_WEB.PDF.

_____ (2001). Comprehensive Development Framework. Meeting the promise? Early merging issues. Secrétariat du CDI. Disponible sur <http://web.worldbank.org/archive/website01013/WEB/IMAGES/SEPTEMBE.PDF>.

Contribute by :

**Bartholomew Armah et Paul Mpuga
Macroeconomic Policy Division (MPD)
Economic Commission for Africa**